La mobilisation citoyenne doit pouvoir s'exprimer lors de la COP21

Les attaques terroristes du 13 novembre de Paris et Saint-Denis sont effroyables. Elles s'inscrivent dans une lignée d'actes sanglants (Charlie Hebdo et l'Hypercasher, musée du Bardo, Beyrouth, Bagdad, etc.), perpétrés par des individus téléguidés, organisés par Daesh autour d'une idéologie totalitaire, sectaire, porteuse de haine et de guerre. Nous les condamnons clairement et sans équivoque.

Laurent Fabius a, dès le lendemain de ces terribles attentats, annoncé que la tenue de la COP21 ne serait pas mise en cause mais, aujourd'hui, dans le cadre du dispositif sécuritaire mis en place, la Préfecture de police de Paris vient de décider que deux événements phares de la mobilisation citoyenne : la Marche mondiale pour le climat du 29 novembre et les mobilisations prévues le 12 décembre seront interdites à Paris. Pourtant les mêmes décideurs, le 21 avril dernier, alors qu'ils attribuaient à cette organisation le label Grande cause nationale à la lutte contre le dérèglement climatique, jugeaient que « La mobilisation de la société civile est essentielle par sa capacité d'entrainement du pays ».

La tenue de la COP21 ne peut être réduite à des négociations entre États, seuls, isolés dans un territoire « bunkérisé », coupés des peuples, entourés de cordons de sécurité. La COP21 ne peut se faire sans les citoyens, venus des 4 coins du monde, mobilisés comme ils le sont pour défendre leur planète, notre planète. Plus que jamais, nous avons besoin d'une solidarité internationale, indispensable pour construire la paix et la justice climatique. Plus que jamais, alors que les actes barbares commis soulèvent déjà des réactions violentes, xénophobes, la recherche de boucs émissaires, la mise en place d'un mouvement de solidarité climatique est indispensable. Sinon, comment demain, dans un climat de haine construit aujourd'hui, pourrions-nous expliquer à nos enfants la solidarité indispensable pour l'accueil les réfugiés climatiques ?

Le Sommet sur le climat du Bourget doit être un sommet pour la paix, un sommet pour « vivre ensemble sur une même planète ». Nous pensons indispensable de nous attaquer à l'injustice, la misère, la guerre, aux inégalités, au racisme, à l'intolérance, au saccage écologique et au dérèglement climatique.

« Ensemble ! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire », membre du Front de gauche, est convaincu de la capacité des citoyens, des militants engagés dans la lutte contre le dérèglement climatique de porter de nouvelles actions de mobilisation, de nature à construire « un mouvement qui ne fera que se renforcer à l'issue de ce sommet et au-delà ». L'État se grandirait d'ouvrir le « champ des possibles » pour que les citoyens du monde se souviennent de la mobilisation que cette COP21 a été capable d'engendrer.

Paris, le 23 novembre 2015.